

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

*The Master Spirit of the Age Canadian Engineers and the Politics of Professionalism. 1887-1922*, J. Rodney Millard, Toronto, University of Toronto Press, 1988. Pp 229.

par Robert Gagnon

*Scientia Canadensis: Canadian Journal of the History of Science, Technology and Medicine / Scientia*

*Canadensis : revue canadienne d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine* , vol. 13, n° 2, (37) 1989, p. 127-130.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/800293ar>

DOI: 10.7202/800293ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

*The Master Spirit of the Age Canadian Engineers and the Politics of Professionalism. 1887 - 1922*, J. Rodney Millard, Toronto, University of Toronto Press, 1988. Pp 229.

A la fin du XIXe siècle et au début XXe siècle, le rassemblement et la constitution en groupe professionnel des ingénieurs canadiens témoignent de l'importance qu'acquière alors les sciences et la technologie dans le développement économique du pays. Le livre de J. Rodney Millard *The Master Spirit of the Age* a précisément

pour objet l'histoire institutionnelle et sociale d'un groupe particulier d'ingénieurs canadiens: les ingénieurs civils. Il s'avère donc une référence incontournable pour ceux qui s'intéressent non seulement à l'histoire des sciences et de la technologie, mais également à l'histoire économique et sociale du Canada.

Mentionnons tout d'abord que l'étude de Millard a été entreprise dans le cadre d'une thèse de doctorat terminée en 1984 à l'Université de Toronto et intitulée "The Development of the Engineering Profession in Canada, 1870 - 1920". Cette transposition d'une thèse en livre est une réussite complète et mérite d'être citée comme un modèle du genre.

Pour Millard, au tournant du siècle, le développement spécifique que connaît la profession d'ingénieur au Canada doit être rapporté à un phénomène plus large, à savoir l'ascension d'une nouvelle classe d'experts issue de l'urbanisation et de l'industrialisation qui touchent la plupart des pays occidentaux. Selon l'auteur, les ingénieurs constituent l'avant-garde de ces "middle-class experts". Conscients du rôle qu'ils jouaient ou devaient jouer dans le développement de l'économie canadienne et dans le maintien de l'ordre social, les ingénieurs canadiens ont difficilement accepté que la société ne les reconnaisse pas à leur juste valeur, c'est-à-dire au même titre que d'autres experts tels les médecins, les avocats ou les notaires. C'est principalement pour remédier à cette situation que plusieurs ingénieurs, tout d'abord des ingénieurs civils, se sont regroupés au sein de la Canadian Society of Civil Engineers, et ont adopté une stratégie de développement professionnel. Le livre de Millard raconte alors les luttes, à l'intérieur même de la CSCE, qui opposent d'une part ceux qui réclament des lois assurant aux ingénieurs le contrôle de leur profession, et d'autre part une minorité d'ingénieurs prospères et influents, défenseurs du laissez-faire. Ce n'est qu'à la fin des années 1910 que cette minorité conservatrice perdra l'influence qu'elle exerce au conseil de la CSCE. La CSCE se donne alors un nouveau nom, l'Engineering Institute of Canada, puis un comité est mis sur pied pour régler la question des conditions d'accès à la profession. A partir des années 1920, des corporations provinciales d'ingénieurs sont créées dans la plupart des provinces canadiennes. Pour Millard se sont là les signes certains de l'ascension d'un groupe bien représentatif de cette nouvelle classe moyenne au Canada.

La question de fond que soulève la thèse développée par Millard est la suivante: en quoi la notion de "middle-class experts" nous permet-elle de mieux comprendre le processus de professionnalisation étudié par l'auteur? En fait, cette notion n'est jamais définie sociologiquement par Millard. Toutefois, la définition de ces "middle-class experts" est présente tout au long du livre. Elle nous est donnée par les porte-parole des ingénieurs canadiens qui, entre 1887 et 1922, ont construit une définition sociale de l'ingénieur et, plus spécifiquement, de l'ingénieur civil. Cette définition les fait voir entre autres comme les représentants "of a rising force of urban, middle-class experts". Bref, ce que Millard prend pour une réalité sociale s'avère, selon nous, bien plus une construction sociale élaborée par des ingénieurs issus de classes sociales fort diverses et exerçant des activités professionnelles tout aussi hétérogènes. Qu'ont en commun un ingénieur-divisionnaire du ministère des Travaux publics, un cadre supérieur d'une

importante compagnie privée ou encore un propriétaire d'une grande firme d'ingénieur? Assurément pas le fait d'appartenir à une même classe sociale, mais plutôt celui de partager une même identité sociale, résultat d'un travail de représentation mis en oeuvre par les porte-parole des ingénieurs que Millard a su nous faire découvrir, sans toutefois l'appréhender comme tel.

On retrouve certaines lacunes importantes dans cette histoire sociale des ingénieurs canadiens. Il aurait été intéressant d'y retrouver, par exemple, des statistiques sur l'origine sociale de ces ingénieurs regroupés au sein de la CSCE. Dès les années 1910, la plupart d'entre eux ont été formés dans des écoles d'ingénieurs et il était possible de recueillir des informations sur la profession du père de ces diplômés. Cela aurait été un apport précieux à des questions concernant les fonctions sociales d'un nouveau type de formation dans le système d'enseignement supérieur au Canada. Ce sont là des questions importantes pour comprendre les effets de l'industrialisation et de l'urbanisation sur la restructuration sociale.

Il n'est à peu près pas question des ingénieurs canadiens-français dans cette histoire des ingénieurs canadiens dont le lieu de regroupement était pourtant situé à Montréal. Bien sûr, ils sont peu nombreux à cette époque. Ils n'étaient en fait qu'une poignée à joindre les rangs de la CSCE lors de sa fondation en 1887. Cependant, leur nombre va en augmentant, surtout après qu'un projet de loi, piloté par la CSCE, protégeant le titre d'ingénieur ait été sanctionné en 1898. Comme le note Millard, avant 1920 le Manitoba et le Québec sont les seules provinces à avoir une loi restreignant le titre d'ingénieur civil aux membres de la CSCE. En 1908 la création de la "Quebec Branch" de la CSCE leur permet désormais de participer activement aux débats qui s'instaurent sur les conditions d'accès à la profession au sein du conseil de la CSCE. A partir de ce moment, ces ingénieurs francophones du Québec joueront un rôle important dans ce que Millard appelle la professionnalisation des ingénieurs. En 1917, l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Polytechnique, grâce surtout à l'un de ses porte-parole les plus actifs, Arthur Surveyer, réussit à faire amender la loi de 1898, connue sous le nom de "Quebec Act". Dès janvier 1918, les ingénieurs québécois sont les seuls ingénieurs canadiens à profiter d'une loi, en protégeant le titre et l'exercice de la profession d'ingénieur, leur assure pratiquement un contrôle total sur leur profession. Plus important encore, entre 1908 et 1917, la lutte que mènent les ingénieurs canadiens-français (dont les porte-parole sont regroupés au sein d'organismes tels la Corporation de l'Ecole Polytechnique et l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Polytechnique) pour obtenir de la législature québécoise une loi plus sévère régissant la profession aura des répercussions importantes sur l'ensemble des ingénieurs canadiens. A la fin de l'année 1918, le conseil de la CSCE privilégié maintenant la politique de fermeture de la profession. L'année suivante un comité est mis sur pied pour s'occuper de proposer un projet de loi légiférant la profession. Les ingénieurs francophones ont ainsi joué un rôle important dans le processus de professionnalisation des ingénieurs canadiens.

Nonobstant ces quelques réserves, le livre de Millard reste tout de même la meilleure source d'informations sur l'histoire de l'émergence d'un groupe intimement lié au développement des sciences et des techniques au Canada.

Robert Gagnon

---

**Robert Gagnon** enseigne au Département du génie industriel dans l'École Polytechnique de Montréal.

---